

Marie-Christine Zélem

Vers une approche plus anthropo-techno-logique des entreprises d'ERD

De manière générale, on tend à concevoir la question énergétique uniquement sous l'angle de problèmes techniques à résoudre. Comme s'il suffisait d'apporter des équipements de production et leurs appendices (réseau, compteurs, prises...) pour solutionner le problème de l'accès à l'énergie. De même, dans le contexte d'urgence climatique et de décarbonation de nos sociétés, le fait de recourir à des énergies renouvelables pour ces solutions, semble suffire pour laisser à la marge la problématique plus sociale et, dans une moindre mesure, la problématique économique locale. Les principes d'invariance et d'unicité qui accompagnent les transferts de technologie ont longtemps oblitéré les réalités plus concrètes du culturel, du vécu et des impacts sur le corps social des entreprises de développement. Or, nous n'évoluons pas dans une réalité unique, mais plutôt dans des contextes socio-géo-économiques, mais aussi politiques et historiques, et surtout budgétaires tous spécifiques. Le caractère multiple des réalités locales, la diversité des structures culturelles et organisationnelles des communautés ciblées par l'électrification, impliquent de déployer une approche qui ne soit pas uniquement technique car, quelles que soient les solutions adoptées, elles relèvent d'un choix qui repose sur un modèle implicite du changement qui ne sera pas que technique.

Reposant le plus souvent sur une approche techno-logique, les choix des modèles énergétiques modèlent en profondeur les sociétés, mais aussi leur environnement. Ils reconfigurent les usages et les rapports à l'énergie, et les modes de consommation. Sur le papier, ils dessinent des modes de vie futurs et dans la réalité concrète, ils plongent les sociétés dans une dépendance irréversible au modèle consumériste. Or, cette dépendance n'est pas toujours souhaitée et dans certains cas pas souhaitable (en particulier lorsque l'histoire de l'entreprise pourrait s'intituler « chronique d'une disparition annoncée »). C'est pourquoi, dès lors que les entreprises d'électrification deviennent fatales, considérées comme une étape inévitable dans les dynamiques de développement, alors il paraît prudent et pertinent d'adopter au préalable (pas dans un second temps), une posture de type anthropo-techno-logique (Wisner, 1997). La philosophie de l'approche anthropo-techno-logique est de partir des sociétés pour concevoir des solutions qui tiennent compte de leurs composantes sociales et culturelles, en prenant soin d'adopter une grille de lecture systémique. Cette approche s'attache aussi à interroger les référentiels à l'origine du projet. L'enjeu est politique il s'agit de sortir du processus panoptique¹ et d'embrasser toutes les dimensions affectées par l'entreprise d'électrification. Cela suppose de mettre en oeuvre une ingénierie sociale : d'une part analyser les dispositifs d'électrification projetés (de leur conception à leur mise en oeuvre, jusqu'aux modalités anticipées de leur réception) ; d'autre part, selon un principe de symétrie, il s'agit d'appréhender pleinement les caractéristiques de la société cible. Il importe de considérer cette société dans son environnement, comme un milieu (Leroi Gourhan). Cela suppose d'écouter sans juger, d'observer sans intervenir, pour rendre la parole aux populations et de prendre en compte l'ensemble des spécificités de leur société, et de ce qui fait société pour elles. Toutefois, cette approche globale implique aussi d'ouvrir la focale sur l'ensemble des parties prenantes : du promoteur de l'opération aux destinataires en passant par tout un ensemble d'intermédiaires qui, chacun à leur façon, interviennent dans la trajectoire du projet, le transforment à la marge ou profondément ; dans tous les cas le traduisent à partir de leurs propres référentiel et selon leurs logiques.

Penser les transferts de technologie en termes d'échec ou de réussite est affaire de point de vue. Dans cette partie nous proposons de nous mettre à la place des populations. Cette focale permet d'observer

¹ Lecture inspirée de Foucault des systèmes techniques qui intègrent les usages des technologies, mais aussi les nouveaux espaces-temps dans lesquels elles opèrent, avec pour visée un contrôle social, économique et politique étroit des pratiques sociales. L'électrification est ici appréhendée comme un vecteur d'intégration-aliénation des populations au grand marché économique.

que les problèmes posés par le transfert de technologies ou leurs échecs constatés, sont le plus souvent le résultat de points qui ont été mal maîtrisés ou anticipés. Quatre temps sont alors à considérer : le scénario du projet (c'est-à-dire la construction du phasage des opérations, de sa conception à son installation effective), les étapes intermédiaires et circulatoires des systèmes à exporter (donc toutes les formes de « traduction » dont ils font l'objet), les contextes d'usage (qui suppose de bien connaître le milieu récepteur, ses spécificités socio-culturelles, ses dispositions, ses ressources et capacités, son environnement), mais aussi les points de dysfonctionnement potentiels quant aux utilisations effectives du dispositif technique.

Les questions essentielles : De quelle manière vivent les populations en l'absence d'électricité ? Quels sont les besoins qu'elles expriment (et non pas quels sont les besoins que les occidentaux ou les ingénieurs peuvent projeter en référence à leur propre « monde » ?). Que savent-elles du projet d'électrification (les enjeux au regard du climat, les technologies préconisées, leur fonctionnement, les compétences ou ressources à développer, les conséquences en termes d'organisation, d'équipement, d'intégration plus étroite dans la société de consommation...) ? Quelles attentes et quelles craintes formulent-elles ? Quels décalages entre leurs attentes et ce que les centrales de production peuvent effectivement autoriser ? De quelles compétences ou ressources cognitives disposent-elles pour prendre en mains le dispositif nouvellement implanté ?

Quelle méthodologie pour penser les transferts de technologie ?

La méthodologie pour « penser les transferts » et en particulier ceux des projets d'électrification, requière de quitter ordinateurs et logiciels, d'abandonner les équations et les indicateurs construits *a priori* pour travailler en quatre temps à partir du terrain, dans une approche qui interroge les échelles « micro » et les échelles macro ou méso : dans un premier temps il s'agit de décrire le contexte immédiat de l'action, la scène sur laquelle il s'agit de construire les centrales de production, installer les réseaux, mettre « aux normes les installations », poser les compteurs, faire comprendre les principes de consommation et de facturation... mais il importe aussi de décrire les protagonistes de cette scène, en situation, sur cette scène là. Le second temps consiste à expliciter les composantes multiculturelles et sociotechniques du milieu en insistant sur les conditions et les modalités d'appropriation du projet, les formes d'adhésion, les postures d'adaptation ou de rejet, les processus d'acculturation et leurs écueils potentiels, les temporalités nécessaires aux apprentissages, à la familiarisation dans toute leur diversité. Dans un troisième temps souvent concomitant du second, il s'agit de caractériser les rapports à l'énergie en général et à l'électricité en particulier, avant l'arrivée des dispositifs, puis tout au long de leur installation, au moment de leur réception-appropriation, puis durant leur phase d'insertion sociale. Cette dernière étape est cruciale car c'est à ce stade que l'on peut observer non seulement les ajustements spontanés, mais surtout les besoins d'ajustements quand les technologies sont mal comprises, ou les usages pas en correspondance avec les attendus de ces technologies. A ce niveau, il s'agit de déployer une approche de type plus ergonomique qui prenne en compte à la fois les propriétés du système technique, mais aussi les spécificités et la diversité des collectifs d'utilisateurs, leurs mésusages, leurs bricolages, leurs sabotages. Ces comportements, qui sont souvent décrits comme dysfonctionnels, sont à appréhender comme des réponses sociales à des technologies dont on aurait négligé les dimensions sociales. L'approche anthropotechnique ambitionne de réconcilier ces deux univers en insistant sur la nécessité de reconnaître et prendre en compte la part sociale des technologies. Maurice Godelier évoquait une science des « arrière-boutiques ». Le quatrième et dernier temps de la méthodologie anthropo-techno-logique constitue l'étape clef, celle des ajustements. Il ne s'agit pas d'ajuster les pratiques aux technologies. Il s'agit bien plutôt de procéder à des rapprochements des systèmes techniques au regard des besoins des utilisateurs. Il est donc essentiel de comprendre ces besoins, de décrypter les différentes réactions des populations dans toute leur complexité, et de mettre à profit cette intelligibilité des pratiques pour réviser l'approche techno-logique.

L'anthropo-technologie invite le monde politique, économique et celui de l'ingénierie qui est en amont, du côté de la conception et de ses projections (tel projet vise tels effets), à être plus attentifs au « facteur humain », à ses composantes sociales, culturelles et environnementales (Geslin, 2004). Elle met en

avant une conception ou/et une révision des technologies pour qu'elles soient respectueuses des personnes, de leurs manières de penser et d'agir dans des situations spécifiques. En ce sens, sa méthodologie consiste à réunir des éléments de connaissances issues des sciences humaines pour repérer les déterminants de l'insertion sociale des technologies et améliorer leur conception, pour favoriser leur utilisabilité et leur appropriabilité durable (Wisner, 1979).

« On ne se développe pas en imitant » (Wisner)

Cette phrase de Wisner (1997) est une invitation à réfléchir au sens des entreprises de transfert des technologies. Si leur vocation est de contribuer au développement des sociétés visées, alors, installer une technologie, un dispositif technique, des équipements... cela ne suffit pas. Voire, cela peut conduire à de véritables échecs (technologies abandonnées, sabotées, détournées...). Les populations destinataires placées dans une position de « devoir adopter » en « faisant comme si », ont d'autant plus de difficultés que leur distance socio-culturelle est grande. C'est ainsi que Wisner prônait l'intégration des dimensions culturelles et contextuelles dans toute posture méthodologique et en amont de tout projet. Cette approche constitue une meilleure garantie de réduire le décalage entre le scénario inhérent au projet et les réalités concrètes : la technologie en situation d'usage, placée dans un contexte (géographique, socio-économique, religieux, politique...). Cela suppose de s'intéresser aux processus logistiques (aux chaînes opératoires décrites par Leroi Gourhan (1945)) et à leur mise en œuvre. Cela implique surtout de prendre en compte les différentes formes d'appropriation des équipements ou/et de ce qu'ils produisent (en l'occurrence ici de l'électricité) compte-tenu du fonctionnement du collectif, et de différents paramètres autant endogènes qu'exogènes. Car, en effet, comment analyser la réalité d'une entreprise d'électrification sans au préalable avoir donné la parole, non pas aux ingénieurs et metteurs en œuvre, mais aux populations destinées à utiliser l'électricité. Comment prétendre rendre compte des impacts de l'électrification uniquement à travers des modèles mathématiques ou statistiques dans lesquels on enferme des réalités écrasées, amalgamées, qui ne reflètent souvent que vaguement, voire pas du tout, le vécu ou le ressenti des populations ?

Ces populations sont en posture d'accueil, souvent passives dans un processus trop souvent linéaire descendant. On attend d'elles qu'elles adoptent d'emblée les manières de faire de l'Occident, celles qui sont en compatibilité avec les dispositifs installés. Si l'imitation est un moteur de socialisation (Tarde, 1895), ce n'est guère envisageable dans le contexte des TOT (Transferts Of Technology) ; les écarts socio-culturels, le jeu des croyances étant bien trop importants pour que spontanément, les technologies et surtout les pratiques sociales correspondantes, deviennent familières et compatibles. En l'occurrence, les technologies ne se transfèrent pas si facilement, elles reposent sur un socle de croyances, de valeurs, mais aussi de savoirs d'usage, d'expériences, et passent toutes par une phase d'apprentissage. Ces apprentissages impliquent de prendre en compte des **temporalités longues** parfois peu compatibles avec le calendrier du séquençage des phases du projet.

Pour une anthropologie des passages et des passeurs

C'est cette phase-là, espace d'interface entre les technologies et les personnes qui sont supposées les utiliser, qui fait l'objet des analyses anthro-technologiques, sortes d'anthropologie des passages. C'est pourquoi, de manière générale, les éléments constitutifs du modèle d'utilisation attendu, doivent pouvoir intégrer les modes de fonctionnement des personnes, que ce soit dans leurs dimensions cognitives, affectives, sociales, culturelles ou culturelles.

De même, il est tout essentiel de s'attacher aux « passeurs », ces personnes qui naviguent entre les deux mondes amenés à se rencontrer (celui de la technologie et celui du milieu récepteur). C'est sur ces acteurs clés que reposent les processus de prise de connaissance et d'apprentissage, les mécanismes de domestication en quelque sorte, qui décrivent les dynamiques par lesquelles les technologies vont passer d'un monde à un autre, se territorialiser et se stabiliser. Certains de ces passeurs sont qualifiés d'agents de développement. Ils peuvent avoir une excellente connaissance du milieu récepteur. Mais ils peuvent

faire une lecture partielle du projet et fonctionner comme alliés et porte-parole des populations ou bien fonctionner en free-riders et jouer le jeu de la corruption au cœur de cette « industrie de l'aide » (Sogge, 2003).

Cette analyse **des passages et des passeurs** constitue une contribution à une meilleure connaissance de « la fabrique » des entreprises d'électrification. Ces moments et ces acteurs des interfaces sont des clefs pour comprendre comment se co-élaborent les montages organisationnels, comment se redéfinissent au niveau micro souvent les règles du jeu, comment peuvent se transformer les scénarii initiaux. Car avant que les populations ne s'approprient le projet, tout au long de sa trajectoire, ce projet est lui-même réapproprié par une série d'acteurs intermédiaires. Il subit des changements qui peuvent aussi être des ajustements au regard des besoins, des attentes ou des capacités des populations, pas uniquement des détournements ou des dénaturations.

Dans un certain nombre de situations, on peut recruter **des médiateurs interculturels** dont la mission est bien de faciliter la compréhension mutuelle entre les « électrificateurs » et les futurs « électrifiés »

Modifier les croyances pour les ajuster aux futures réalités

« *Ce que tu crois peut t'enchaîner ; ce que tu expérimentes te libère* ». Les croyances et les représentations délimitent un univers des possibles qui, en retour, conditionne les pratiques sociales. Les « représentations sociales sont des systèmes de pré-décodage de la réalité qui déterminent un ensemble d'anticipations et d'attentes » (Abric, 1997). On peut aussi parler de croyances qui peuvent donc s'apparenter à des préjugés en décalage avec les réalités. Dès lors qu'elles reposent sur des informations erronées, elles vont influencer les projets qui risquent alors de sortir du cadre. En revanche, lorsque les informations sont comprises, elles sont intégrées et fixent un cadre d'action et de projection plus proche de la réalité : l'éventail des possibles est alors borné de manière plus cohérente avec le projet technologique (c'est le principe des cartes prépayées qui fixent une limite aux consommations, évitent les « débordements » et le risque d'un black-out pour l'ensemble d'une communauté utilisatrice. C'est aussi le cas de la règle EFLT (Eclairage, Froid, Lavage, Téléviseur) qui fonctionne comme un signal pour dissuader d'utiliser davantage d'équipements ou/et des appareils énergivores). Dans ce contexte, les marges de manœuvre sont évaluées à leur juste valeur et les problèmes plus faciles à circonscrire. Ce système de lecture des réalités n'est pas spécifique à une communauté qui serait celle des communautés à électrifier et qui concernerait leurs attentes idéalisées de l'entreprise d'électrification. Si elles ont des croyances et des attentes, les acteurs en charge de la mise en oeuvre ont également leurs croyances propres qui influencent le contenu même du projet, mais aussi l'essentiel de leurs décisions et des opérations. La difficulté revient à identifier dans quelle mesure ces représentations sont en décalage vis-à-vis des réalités concrètes. Pour les communautés, l'intérêt de ce décryptage revient à repérer une série de projets (installer la climatisation, multiplier les appareils...) qui ne pourront pas être satisfaits. Pour les porteurs du projet et leurs partenaires, ce décryptage permet de réajuster rapidement les actions à mettre en oeuvre de manière à anticiper des situations compliquées à gérer par la suite (mauvaises installations, mécontentements, raccordements aléatoires), voire contre performantes (surconsommation, plaintes, sabotages...).

Toutefois, une bonne partie des projets d'électrification sont encore tentés de reproduire des opérations standardisées. Ils dépendent des techniques habituelles de l'ingénierie. Ils se déploient indépendamment de la nature des situations concrètes et des problèmes spécifiques à solutionner. Pourtant, il est essentiel que ces projets ne se réduisent pas à la définition d'un programme d'actions, mais définissent les contraintes et les impossibilités au regard d'une situation donnée. Ils devraient tenir compte non seulement des besoins en information et compréhension des populations, mais aussi être capables de cerner leurs compétences et leur expertise des situations concrètes.

On retrouve ici le processus BDI emprunté à la psychologie sociale et qui est à la base du comportement humain : Believe-Desire-Intention : Ce sont les perceptions que l'on se fait de la réalité (l'arrivée de l'électricité et les possibilités qu'elle annonce) qui structurent les besoins (en éclairage, en conservation des produits de la pêche ou de la chasse) et les envies (de climatiser, de multiplier les appareils, de ne

plus entretenir son abattis...) qui, en dernière instance, conditionnent les intentions de passer à l'acte (construire une maison type pavillon occidental, aller vers le multi-équipement ou bien conserver des modes traditionnels d'approvisionnement et de conservation., etc).

Les représentations sociales enferment. Elles définissent un ensemble à l'intérieur duquel chacun repère ce qu'il peut faire ou ne pas faire. C'est dans les limites définies par cet espace imaginé ou idéalisé que les pratiques sociales s'organisent. Là où cela pose problème, c'est lorsque cet espace est surdimensionné ou décalé par rapport à la réalité, lorsque les croyances ont dérivé et se sont déplacées en dehors de certaines limites. C'est le cas lorsque l'arrivée de l'électricité est considérée comme une autorisation à consommer de façon illimitée l'énergie, c'est le cas lorsque l'électricité est assimilée à la possibilité d'accéder de façon intégrale au mode de vie occidental (multiplication des appareils, suréquipement, consommation ostentatoire ou débridée...)

C'est là qu'il importe de bien circonscrire les croyances de manière à les relativiser ou les nuancer pour les rendre compatibles avec le projet réel. Partir de ces croyances suppose de donner la main aux populations sur la base de leur culture, de leurs savoir-faire et de leur expérience. Cela suppose aussi de faire l'analyse des facteurs qui structurent la situation sociale, ainsi que de déceler les opportunités de transformation, identifier les personnes susceptibles de soutenir la dynamique de changement (les « passeurs-médiateurs », futurs ambassadeurs) et repérer les potentielles dérives à venir en matière de consommation d'énergie (comme celle de vouloir installer des climatiseurs dans des habitations pas du tout isolées).

Symétriquement parlant, il est tout aussi essentiel de circonscrire l'univers des croyances des porteurs des projets et **des acteurs intermédiaires**. Ils sont souvent enthousiastes dans leur démarche d'apporter du mieux-être et du confort, mais ils mesurent souvent mal le fossé qui peut exister entre leurs intentions d'apporter des éléments de progrès, et les réalités locales (difficulté à gérer les systèmes, incompréhension dans les manières de réguler les consommations, conflits inter claniques ou familiaux, remise en cause des rapports d'autorité locaux, dégradation, détournement ou vol des équipements, précarisation de certaines personnes, aggravation des inégalités...). Généralement, les aspects culturels, religieux, les impacts sur les modes de consommation, la santé ou les rapports au pouvoir sont secondarisés, pour ne pas dire totalement occultés, comme si le système technique transposé allait de soi, sans provoquer de dommages collatéraux.

Qui plus est, le fait que l'électrification fonctionne comme le « bras armé » de l'occidentalisation du monde (Rist, Latouche) échappe le plus souvent aux personnes en charge de la conception des projets et de leur installation et déploiement hors contexte occidental. Cette observation repose sur le fait que peu de monde a conscience des valeurs et symboles véhiculés par les technologies. Les technologies signent un niveau de progrès, une certaine modernité. Elles sont rarement questionnées au regard des choix de société dont elles sont le support, notamment dans des contextes où l'on cherche à « améliorer les conditions de vie et le confort » de populations considérées comme « privées » d'électricité., notamment en contexte de « développement »

« Tout ce qui est fait pour moi, sans moi, est fait contre moi »

Un second principe de l'approche anthropologique est bien de partir des retours d'expériences en matière de technologies pour le développement. Nombre de projets d'installation de puits hydrauliques ou d'électrification rurale, ont soit échoué, soit engendré des perturbations au sein des communautés (conflits intracommunautaires, acculturation avec appauvrissement des cultures locales, disparition de savoir-faire, creusement des inégalités...). Une explication possible ? Sous prétexte qu'apporter l'eau ou l'électricité est facteur de progrès (hygiène, lumière, développement au sens premier du terme...), ils ont été transposés comme des « allants de soi ». Ils ont souvent été comme « plaqués » sur les cultures existantes. S'imposant comme la meilleure manière de faire, ils ont disqualifié au passage les manières de faire traditionnelles qui pouvaient être compatibles et adaptées aux nouvelles réalités. C'est en cela que les projets d'électrification pensés de manière unilatérale tendent à s'accompagner de dégâts collatéraux s'ils ne s'appuient pas sur les modes de vie et les rapports à l'énergie préexistants. Même si

ce n'est pas suffisant, sans participation a minima des populations dès l'amont de leur conception jusqu'à leur livraison, ils peuvent produire exclusion et mise à l'écart. Pensés en dehors des problématiques locales, ils sont en quelque sorte pensés contre les populations.

La question au cœur des projets d'électrification est bien : au-delà du modèle économique visé, de quel modèle de vie ces projets sont-ils porteurs ? Est-on bien sûrs qu'il s'agit bien du même projet que souhaitent les populations ?

« Ne pas faire à la place de, mais faire avec »

« Ne pas faire à la place de, mais faire avec » est un principe central de la méthode d'intervention en anthropologie (Ecole de Chicago). La manière dont un projet d'électrification est transféré est essentielle. S'il s'agit de transposer un système technique éprouvé ailleurs ou bien simplement s'il s'agit d'un projet uniquement pensé en termes de solution technique, alors les risques sont grands que l'opération crée davantage de problèmes (au niveau local) qu'elle n'en résolve. « Faire avec » suppose d'associer les populations pour penser avec elles le projet. Cela suppose aussi de les faire monter en compétences au regard de l'énergie, des technologies, mais aussi au regard des externalités qu'elles auront la charge de gérer seules après le départ des équipes d'ingénieurs et techniciens. Cette méthodologie évite une mise à l'écart qui débouche le plus souvent sur une difficulté à s'appropriier le dispositif. Or, sans appropriation, il y a fort à parier que se multiplient problèmes et autres dysfonctionnements. « Faire avec » exige de créer les conditions d'une réelle reprise en mains, de manière à responsabiliser, faciliter l'autonomisation, pour garantir l'appropriation du dispositif électrique. Cela implique qu'au-delà des classiques campagnes d'information-sensibilisation, soient envisagées des opérations de formation à l'intention de personnes qui, au sein des villages, sauront à la fois assurer la maintenance des systèmes, mais aussi leur installation, et leur gestion et supervision au quotidien.

Cet aspect de co-construction est central. Sur le plan de la communication, personne ne sait mieux que les populations destinataires quels mots utiliser pour désigner tel concept (la mise aux normes par exemple...), tel mot (kilowatt) ou telle expression (économiser l'énergie). Ce sont bien les communautés locales qui peuvent dire quelles expressions employer pour expliquer les risques d'électrocution, les possibilités de surconsommer ou d'être en impayés d'énergie... De même, lorsqu'il s'agit de concevoir des supports d'information sur le fonctionnement d'un réfrigérateur sur les intérêts et particularités des systèmes d'éclairage, ou bien sur les dangers de l'électricité, un travail de co-élaboration apparaît essentiel (traduction dans la ou les langues locales, conception de dessins figuratifs...).

Aller vers une culture hybride

Valoriser les pratiques sociales et les compétences (Gaulejac et alii, 1995), suppose de renforcer la cohésion sociale face à l'arrivée d'un projet qui risque de s'accompagner de perturbations. Donner l'occasion d'exprimer problèmes, revendications et projets d'équipement ou d'installations reste primordial pour que les populations se sentent à la fois concernées et valorisées. Valoriser les populations locales reste en effet incontournable pour combattre l'image négative qui leur est fréquemment renvoyée. Cette reconnaissance est nécessaire pour renverser le rapport de domination instauré par l'arrivée du dispositif d'électrification et permettre aux « bonnes pratiques » de revenir au-devant de la scène.

Cela implique que soient repérées des personnes en capacité d'être des médiateurs interculturels investies de la mission de valorisation des cultures traditionnelles (en matière de construction, de production alimentaire, culinaire, mais aussi culturelle (langue, chants, musique, arts en général...)). En effet, les rapports d'altérité activent et mettent à l'épreuve les habitudes et les valeurs qui réfèrent aux

traditions locales. Celles-ci sont mises en tension avec l'exigence d'appropriation des contraintes liées à l'arrivée de l'électricité, incarnée par les centrales de production, les panneaux photovoltaïques, les pylônes, les fils, les compteurs, la nécessité de brider ses envies de s'équiper et de consommer...

« *Les cultures ne s'additionnent pas, elles se rencontrent, se mêlent, s'entremêlent, s'altèrent, se reconfigurent. Elles se mettent les unes les autres en culture, se défrichent, s'irriguent ou s'assèchent, se labourent ou se greffent* » Jean Luc Nancy « Eloge de la mêlée » repris dans M/mensuel Marxisme, Mouvement, n°71, 1994.

Dans un monde de plus en plus globalisé, l'arrivée de l'électricité quelques heures ou 24 heures sur 24 entraîne de profondes mutations sociales. La notion d'interculturalité met alors l'accent non sur la différence, mais sur ce qui peut être mis en commun, s'hybrider dans les pratiques énergétiques et les modes de vie au sens large. En Guyane par exemple, lors de l'installation des centrales hybrides solaire-thermique sur le territoire des amérindiens Wayanas, le programme d'accompagnement en Maîtrise de la Demande d'Énergie (MDE) a reposé sur le potentiel de partage des croyances réciproques et des compétences. Il s'agissait de se placer entre les cultures pour aider à la fabrique d'un mixte entre les contraintes du futur système technique et les attentes des populations. (Cultures et Recherches n°128, 2013. L'interculturel en actes ! p.6-7).

C'est l'approche pragmatique et inductive qui invite à croiser les croyances, les confronter, les faire dialoguer, les discuter, dans un cadre coopératif ouvert. Elle constitue une étape essentielle. Il s'agit en effet d'explicitier les préjugés, transformer les points de vue, déplacer les cadres de référence, faire évoluer les conceptions et les pratiques sociales, de faire se rencontrer, de créer des transversalités puis de faire expérimenter. Le principe est bien de susciter la réflexivité croisée (techniciens, ingénieurs, ONG, institutionnels (vs) autochtones) pour aller vers un modèle plus innovant d'un développement en phase avec les principes de la transition énergétique.

Le principe participatif est au cœur du dispositif. Par l'entremise de médiateurs interculturels, il s'agit d'inviter les populations à investir la question de l'énergie dans une approche active, à partir de leurs pratiques personnelles, resituées au cœur de leur espace d'habiter et environnées des équipements habituels. Cela implique de miser sur les capacités des territoires à produire de l'innovation sociale, c'est à dire à inventer des modes de faire spécifiques au regard d'une situation inédite comme celle d'accéder à l'électricité.

UNE INNOVATION SOCIALE POUR MOINS CONSOMMER : LE DISPOSITIF *FAYAMAN* EN GUYANE

Faute de pouvoir redimensionner les systèmes de production, mais soucieux de pérenniser les opérations d'électrification, c'est vers un Programme Régional de Maîtrise de l'Énergie (PRME) que les pouvoirs publics se sont engagés en Guyane. Mis en avant dans une perspective développementaliste, deux enjeux étaient visés, sur l'Oyapock comme sur le Maroni : normaliser le socio-système électrique (centraliser et sécuriser la production d'électricité, stabiliser le nombre d'abonnés pour leur permettre de disposer du confort moderne, résorber les situations de précarité énergétique) et réduire la demande (transmettre une culture de sobriété). Nul doute que l'objectif de l'opérateur principal a consisté d'une part à bénéficier des certificats d'économie d'énergie (en échange des kWh épargnés par les efforts consentis par les populations), et d'autre part, à augmenter le nombre d'abonnés. Mais, difficile d'envisager un retour en arrière, d'autant que la démographie des populations des deux fleuves ne cessait de croître, notamment du fait du caractère attractif des zones électrifiées.

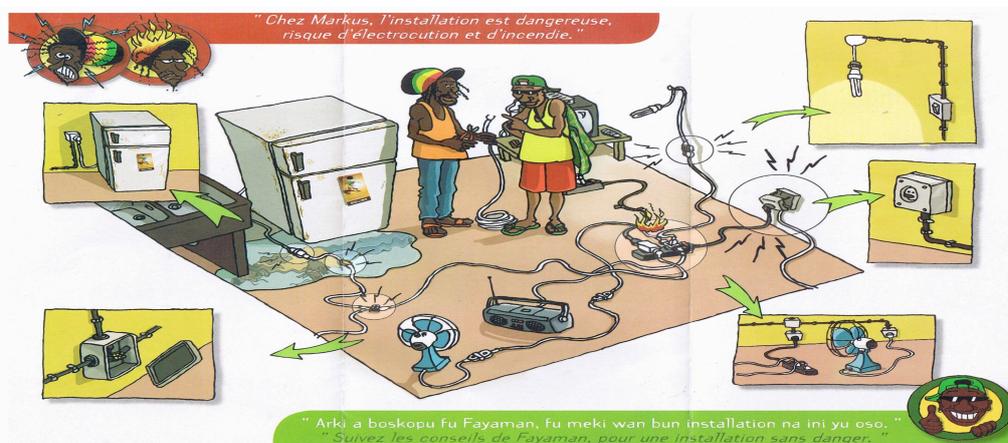
Maîtriser les consommations d'énergie comme une des solutions

Le PRME de Guyane repose sur des actions de sensibilisation et d'information des populations, mais aussi sur des actions de promotion de produits et matériels éco-performants (diffusion de LBC et mise à disposition dans les commerces de réfrigérateurs et congélateurs de classe énergétique A) : « *l'usage plus généralisé d'appareils de froid performants et de LBC permettrait de réduire de près de 40 % la consommation de ce secteur résidentiel à 20 heures* », l'heure qui connaît le plus gros appel de charge.

Mais, le dispositif préconisé est conçu comme une réplique des opérations du même type initiées sur le territoire national européen, ce qui constitue son principal handicap.

Autre point, et non des moindres, au départ, les grands Man, seuls reconnus comme investis d'une autorité locale, n'avaient pas été associés au dispositif. Ces chefs coutumiers, garants du respect des valeurs traditionnelles, n'avaient pas été identifiés comme porte-parole potentiels des enjeux et modalités de l'opération ; ils n'étaient donc pas partenaires du programme. Or, on sait combien, outre la mise en valeur de dispositions favorables au cœur de la cible de l'action publique, il importe d'enrôler (Callon, 1986) un certain nombre d'acteurs intermédiaires qui seront autant d'alliés de la politique mise en œuvre. Au même titre que les chefs traditionnels, ce peut être également les commerçants qui, non seulement devraient être acquis aux enjeux de la MDE, mais devraient être de véritables prescripteurs des technologies préconisées pour réduire les consommations d'énergie. Faute de relais légitimes sur place, l'opération ne pouvait pas être appréhendée autrement que comme une politique provenant, de manière très descendante, de la métropole, donc socialement indésirable (

La solution reposait donc sur la conception d'un dispositif original construit en partenariat étroit avec les populations locales, leurs représentants traditionnels, une association de médiation interculturelle, MamaBobi et une anthropologue. Ce dispositif a été expérimenté avec succès sur le Maroni au cours de l'année 2008. Nommé « *Fayaman* », il a permis de réduire les courbes de charge de 30 % aux heures de pointe. Grâce à une substitution standard LBC/ampoules classiques, il a été l'occasion de supprimer les ampoules incandescentes et de commencer d'organiser un marché local du froid éco-performant. Les ménages ont été sensibilisés de manière pragmatique (éducation fonctionnelle) et ont vu leurs dettes se réduire.



Support pédagogique en sranantongo, relatif à la sécurité électrique

« *Fayaman* » est littéralement « *l'homme du feu* », mais également le nom donné aux agents EDF ou aux électriciens. Personnage de bande dessinée, *Fayaman* illustre la démarche des médiateurs en mission de sensibilisation autour des questions d'énergie. Les notions occidentales d'énergie et d'électricité sont difficiles à transposer dans les cultures locales. De fait, comment faire comprendre les enjeux du projet et transmettre une information préventive sur les risques électriques (incendie de carbet, électrocutions...), en quels termes ? Comment imaginer le concept d'électricité (entité virtuelle) pour sensibiliser à la notion de gestion, de stock ? Comment parler de « bonne » installation et de sécurité électrique (mise aux normes), dès lors qu'il n'y a pas de repère en la matière et que la plupart des habitations sont sur pilotis ou sans cloisons séparatives ?

Vers un dispositif plus à l'écoute des identités culturelles ?

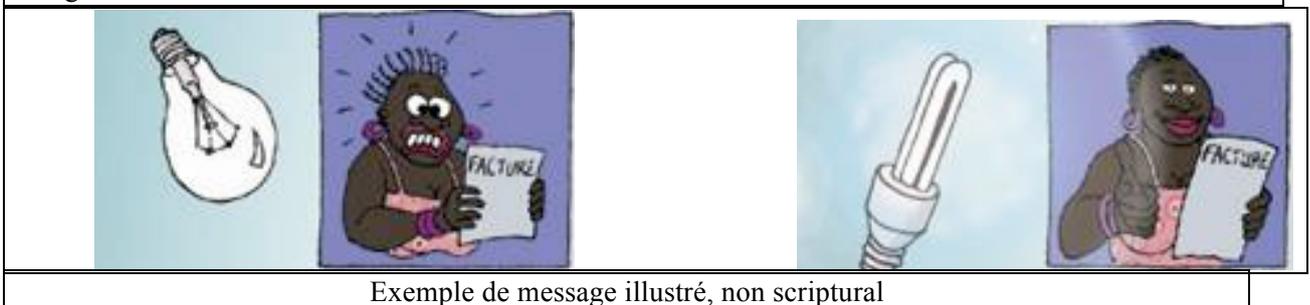
Le partenariat avec l'association Mamabobi est au cœur du dispositif. Pierre de voûte du projet, cette structure est reconnue et soutenue par les autorités coutumières des businenge du fleuve Maroni. L'approche communautaire a été préférée à une approche de masse, plus communément pratiquée dans

les pays occidentaux. Elle présente l'intérêt de sensibiliser les instances communautaires via une réappropriation des enjeux et de la méthode. L'opération se décline alors en plusieurs volets : un volet technique qui comprend un diagnostic « sécurité » et « performance » et des supports pédagogiques ; un volet social qui consiste en une démarche à domicile en porte à porte, organisée par des médiateurs interculturels locaux ; un volet communication sur les économies d'énergie et l'environnement.

L'efficacité environnementale et technico-économique du PRME ne pouvait en effet s'envisager qu'à travers la combinaison de ces actions : l'explication des limites du système de production électrique, la diffusion d'appareils éco-performants, l'apprentissage de leurs fonctionnalités et des conditions de leur utilisation, la mise en œuvre de démarches pédagogiques pour créer une culture locale autour des économies d'énergie et la mise en place d'un cadre d'action piloté par les institutions habituelles, mais surtout relayé dans les villages par des « ambassadeurs », seuls garants de l'instauration d'une certaine confiance. Terme assez prisé par les chercheurs qui s'intéressent aux systèmes locaux d'innovation (Pecqueur, Zimmermann, 2004), la confiance favorise la mise en place et le maintien d'un processus de solidarisation des acteurs qui s'apparente à l'apparition d'un comportement collectif. On parle de confiance communautaire qui se cristallise sur la base des réseaux sociaux auxquels appartiennent les personnes. Ainsi, la confiance ne peut s'acheter sur un marché, notamment dans un contexte d'incertitudes ou d'anticipations imparfaites. Un individu peut être amené à agir dans un contexte de défiance, de méfiance ou de confiance selon que le message qui accompagne l'action publique est engageant ou pas. Si le message est engageant, l'individu s'engage et il s'engagera d'autant plus aisément qu'il le fait en confiance, parce que soutenu et conforté dans son engagement par un collectif. Par contre, il est indispensable que ce collectif soit recruté dans un réseau social de proximité qui mette l'accent sur l'intérêt direct pour les familles à participer au programme (réduction de la facture, diminution des dettes), ou l'enjeu en termes de sécurisation du système de production d'électricité (moins de perte d'appareils), plutôt que sur la relation marchande.

Un dispositif de médiation interculturel

D'un côté, près d'un quart des familles sont installées de manière très précaire (sans eau, ni accès officiel au réseau électrique), en zone non constructible, sans droit foncier, ni permis de construire. D'un autre côté, un bon nombre de ménages habitent des *kazes* en auto-construction raccordées au réseau électrique grâce au partage d'un compteur ou par le biais d'un branchement dit « sauvage ». Nombre de personnes, en famille ou non, sont locataires ou sous-locataires de leur logement. Ces trois premiers paramètres jouent un rôle central en termes de frein au projet de développer une opération de maîtrise de la demande d'énergie. Les situations de précarité foncière, autant que le partage d'un compteur, impactent fortement les velléités de faire attention à l'utilisation de ses équipements ; et les marges de manœuvre des locataires ou sous locataires au regard de la structure, voire de l'équipement de leur logement, restent marginales.



Exemple de message illustré, non scriptural

Enfin, à ces contraintes d'ordre matériel et structurel, s'ajoutent des difficultés linguistiques et cognitives pour plus de la moitié des familles. La position transfrontalière impose d'emblée une approche interculturelle et interlinguistique. En effet, la figure centrale du consommateur d'énergie local est celle d'un client businenge, brésilien ou palikur, peu ou pas alphabétisé, pas toujours en capacité de comprendre les enjeux associés aux performances énergétiques, de suivre des recommandations ou de lire facture et modes d'emploi tous libellés en français.

Les sociétés businenge sont de tradition orale, parlant principalement des tongos (aluku, saramaka, ndjuka ou paramaka) et le créole. Le français représente la langue administrative et la langue écrite. Pour communiquer sur l'énergie, le choix de la langue s'est porté sur le sranantongo, créole surinamais et langue vernaculaire par excellence. Ecrire dans cette langue permet une ré-appropriation du document et des informations, dans un premier temps, et de généraliser au plus grand nombre la lecture par l'intermédiaire du bilinguisme et du multiculturalisme. Les termes techniques existant en langue française n'ont pas leur équivalent en nenge-tongo. Par exemple, aborder les notions de risques et de dangers liés à l'usage de l'électricité présente des difficultés quant aux représentations magico-religieuses du risque et de la mort. Ainsi les tournures de périphrases, appuyées par des illustrations et bandes dessinées, facilitent les explications techniques et conceptuelles. L'originalité des supports bilingues (français/ninge-tongo) permet d'avoir une approche intergénérationnelle pour renforcer le message dans le temps.

Les médias ainsi utilisés sont de natures différentes : un dépliant composé d'une BD, des supports d'information expliqués par des médiateurs et des conseillers, une valise de démonstration des consommations comparées des lampes. Les médiateurs et l'association se sont associés à la réalisation de tous les supports de communication dans les langues des populations ciblées, aux dialogues et textes, aux choix des dessins et des mises en situation, des messages techniques... Des outils de démonstration (Simul-Conso, économètres) ont été conçus pour permettre à chacun de vérifier l'efficacité des appareillages performants. L'électricité étant un concept technique non matérialisable, mais relativement quantifiable, le préalable pour conduire à des conseils en économie d'énergie, a consisté en une explication du caractère « payant » de l'effort individuel, pour l'intérêt collectif. A cette démarche sont associés des conseils en sécurité électrique, des informations sur les enjeux de l'étiquette énergie et une initiation au fonctionnement des appareils et à leur impact en termes de consommation.

Plutôt que de continuer d'informer les familles avec les supports de communication traditionnels, rédigés en français, et se référant à des concepts empruntés à la civilisation occidentale, il s'agissait d'inverser raisonnement et démarche en imaginant un dispositif de sensibilisation et d'éducation aux économies d'énergie qui tienne compte de cette complexité et soit adapté aux habitudes de vie et à la diversité culturelle et linguistique caractéristiques des territoires locaux. Nombre de supports papiers ne comportent donc que des dessins, renvoient à des situations qui décrivent des réalités concrètes, vécues et reconnues. Les médiateurs s'expriment dans les langues vernaculaires.

Bibliographie

- Akrich M, 1987, "Comment les innovations réussissent?", *Recherche et Technologie*, n° 4, pp. 26-34.
- Akrich M, 1993, "Les formes de la médiation technique", *Réseaux. Communication – Technologie – Société*, n° 11, pp.87-98.
- Akrich M., Callon M., Latour B., 2002, "The Key to Success in Innovation, *International Journal of Innovation Management*, n° 6 (vol 2), pp.187-206.
- Callon, 1986, « Eléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc, *L'Année sociologie*, vol 36, pp. 170-208
- De Gaulejac V. et alii, 1995, *L'ingénierie sociale*. Paris, Syros.
- Geslin, P, 2004, « Agir de concert. Anthropotechnologie et recherches anthropologiques », in Durafour, J, B. Vuillon, *Alain Wisner et les tâches du présent*, Toulouse, Octarès , pp. 75-83.
- Latouche S, 2001, « *En finir une fois pour toutes avec le développement* ». http://www.apres-developpement.org/alire/textes/lalignedhorizon/latouche_diplo.htm
- Lavigne-Delville, P, 2012, *Vers une socio-anthropologie des interventions de développement comme action publique*. Mémoire pour la HDR, CREA, Université de Lyon II.
- Leroi Gourhan, 1945, *Évolution et techniques. Milieu et techniques*, Paris, Albin Michel
- Olivier de Sardan J-P, 1998, *Anthropologie du développement. Essai de socio-anthropologie du changement social*. Paris, APAD, Karthala
- Pecqueur B, Zimmermann, J., 2004 *Economies de proximité*. Paris, Hermès, Lavoisier.
- Rist G, 2007, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po
- Sogge D., 2003, *Les mirages de l'aide internationale. Quand le calcul l'emporte sur la solidarité*, Paris, Tunis, Abidjan, Editions de l'atelier, Cérès Editions, Editions Charles Léopold Mayer.
- Tarde, G, 1895, *La Logique sociale*, Paris, Félix Alcan,
- Wisner A., 1997, *Anthropotechnologie, vers un monde industriel polycentrique*, Toulouse, Octarès
- Wisner, A., 1979, *Vers une anthropotechnologie*, Paris, CNAM
- Zélem MC, 2012, « Développer des territoires par l'électrification dans la sobriété ? Le cas du Bas Maroni et de l'Oyapock en Guyane », in : D. Bourg, Ph. Roch (dirs), « Sobriété volontaire. En quête de nouveaux modes de vie », Lausanne, Labor et Fides, coll : "Fondations écologiques", pp. 133-160.
- Zélem MC, 2010, «Le rôle de l'approche anthropologique dans la conception de dispositifs de Maîtrise de la Demande d'Energie. Le cas du Programme Régional de MDE sur le fleuve Maroni en Guyane », in : E. Barone, A Roosevelt, G. Police (dirs) : Amaz'Hommes. *Sciences de l'Homme, sciences de la Nature : vers une éco-anthropologie ? Réflexions sur l'Amazonie*. Matoury, Ibis Rouge Editions, pp.59-70.